

Ouagadougou, le 10 mai 2019

N° 2019- 246 /MINEFID/CAB

**Rapport
en Conseil des ministres**

A

**Son Excellence,
Monsieur le Président du Faso,
Président du Conseil des ministres**

-OUAGADOUGOU-

Objet : Rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2019 au 31 mars.

Excellence, Monsieur le Président du Faso,

J'ai l'honneur de soumettre à votre très haute appréciation ainsi qu'à celle du Conseil des ministres, le présent rapport relatif à **la situation d'exécution du budget et de la gestion de la trésorerie de l'Etat, exercice 2019 au 31 mars.**

Il expose, outre le contexte dans lequel s'exécute le présent budget, sa situation d'exécution tant en recettes qu'en dépenses ainsi que le point des principaux soldes et indicateurs de performances budgétaires.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le budget de l'Etat, exercice 2019, s'exécute dans un contexte international marqué par une décélération du rythme de la croissance économique au niveau mondial. En effet, **l'économie mondiale** devrait encore ralentir en 2019 à 3,3% à la suite de perspectives très moroses au premier semestre. Une amélioration est attendue au deuxième semestre de 2019.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique devrait s'améliorer par rapport à son niveau de 2018. Elle ressortirait à 3,5% contre 3,0% en 2018 sous l'effet d'un environnement extérieur plus favorable, du redressement de la production pétrolière au Nigeria et d'une vigueur de la production agricole.

Dans l'espace UEMOA¹, l'activité économique a progressé en 2018 au même rythme de 6,6% qu'en 2017, en liaison principalement avec l'essor des activités commerciales et manufacturières ainsi que celles des bâtiments et travaux publics. Une croissance économique relativement vigoureuse et généralisée est attendue à 6,8% pour l'année 2019. Cette expansion économique serait portée principalement par les secteurs tertiaire et secondaire.

Au plan national, l'activité économique s'est déroulée au cours du premier trimestre dans un contexte marqué par une campagne agricole assez favorable, une situation sécuritaire difficile et une poursuite des revendications sociales. Nonobstant ce contexte assez difficile, l'activité économique en 2019 enregistrerait une quasi-stagnation de son rythme de croissance. Le taux de croissance du PIB réel ressortirait à 6,5% contre 6,6% en 2018.

En matière de gestion budgétaire, le budget de l'Etat exercice 2018 a été bouclé avec d'importants engagements de dépenses non liquidées dans certains départements ministériels. La prise en charge de ces dépenses sur le budget 2019 devrait se faire de manière prioritaire afin d'éviter la constitution d'arriérés de paiement.

II. NOUVELLE CONFIGURATION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2019

La loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances a consacré en son article 17 le principe de la fongibilité asymétrique en ces termes :

« Les crédits repartis en programmes ou en dotations et décomposés par nature conformément ... constituent des plafonds de dépense qui s'imposent dans l'exécution de la loi de finances aux ordonnateurs ainsi qu'aux comptables.

Toutefois, à l'intérieur d'un même programme, les ordonnateurs peuvent en cours d'exécution modifier la nature des crédits pour les utiliser, s'ils sont libres d'emploi dans les cas ci-après :

- *des crédits de personnel pour majorer les crédits de biens et services, de transferts ou d'investissement ;*
- *des crédits de biens et services et de transferts pour majorer des crédits d'investissement.*

Ces modifications sont décidées par arrêté du ministre concerné. Il en informe le Ministre chargé des finances ».

Conformément à cette disposition, des modifications de crédits d'acquisition de biens et services et de transferts courants vers des crédits de dépenses d'investissements ont été opérés à hauteur de **640 395 27052 FCFA** soit 52 277 400 FCFA pour les dépenses

¹ BCEAO, Rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA Mars 2019

d'acquisition de biens et services et 588 117 870 FCFA pour les dépenses de transferts courants.

Ces modifications ont entraîné une légère modification de la configuration du budget de l'Etat sans toutefois toucher au montant total. Cette configuration se traduit par une diminution des dépenses d'acquisition de biens et services et de celles des transferts courants et une augmentation des dépenses d'investissement à hauteur des montants ci-dessus annoncés. L'**annexe 1** donne le détail de cette nouvelle configuration.

III.SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET AU 31 MARS 2019

Le budget de l'Etat, exercice 2019 a été exécuté au 31 mars 2019 à hauteur de **391,06 milliards de FCFA** en recettes et de **386,09 milliards de FCFA** en dépenses pour des prévisions respectives, base Loi de finances initiale (LFI) de **1 954,56 milliards de FCFA** et de **2 213,29 milliards de FCFA**. Ces niveaux d'exécution correspondent respectivement à un taux de mobilisation global des recettes de **20,01%** et un taux d'exécution global des dépenses de **17,44%**.

A la même période en 2018, les recettes enregistraient un taux de mobilisation global de **18,32%** correspondant à des mobilisations de recettes de **376,16 milliards de F CFA** pour des prévisions initiales de **2053,04 milliards de F CFA**. L'exécution des dépenses s'élevait à **470,09 milliards de F CFA** pour des crédits de paiement de **2 441,32 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution, base engagés visés des crédits de paiement (CP), de **19,26%**.

Toutefois, en tenant compte du niveau du budget qui avait été mis en consommation en début 2018 (déduction faite des régulations opérées à titre conservatoire) soit **2182,39 milliards de FCFA** le taux d'exécution base engagés visés des crédits de paiement ressortait à **21,54%** soit **4,10** points de pourcentage de plus que celui au 31 mars 2019.

III.1. Situation des recettes mobilisées au 31 mars 2019

Le niveau global de mobilisation des ressources de l'Etat s'établit à **391,06 milliards de F CFA** pour des prévisions initiales de **1 954,56 milliards de F CFA**, soit un taux de réalisation de **20,01%** contre **18,32%** à la même période en 2018 où les prévisions étaient de **2 053,04 milliards de FCFA**.

De cette situation, il ressort un accroissement du niveau global de mobilisation des recettes de **14,90 milliards de FCFA** en valeur nominal entre 2019 et 2018 à la même période. Cet accroissement était de **67,68 milliards de FCFA** entre 2017 et 2018.

III.1.1. Les recettes propres :

Les recettes propres mobilisées au 31 mars 2019 se chiffrent à **369,93 milliards de FCFA** pour des prévisions de **1 697,00 milliards de FCFA** dans la Loi de Finances Initiale (LFI), soit un taux de recouvrement de **21,80%**.

A la même période en 2018, le niveau de recouvrement s'était établi à **338,89 milliards de FCFA** pour des prévisions de **1 760,77 milliards de FCFA** dans la Loi de Finances Initiale (LFI), soit un taux de recouvrement de **19,25%**. Il se dégage un accroissement de **2,55 points** en valeur relative et de **31,04 milliards de FCFA** en valeur absolue.

Il faut noter que l'objectif de recouvrement à fin mars pour l'ensemble des régies était de **372,08 milliards de FCFA**. Avec un niveau de recouvrement de **369,93 milliards de FCFA** à fin mars 2019, les régies de recettes réalisent une performance trimestrielle de **99,42%**.

Par nature de recettes, les recouvrements du premier trimestre 2019 se présentent comme suit :

- ✓ **Recettes fiscales** : Elles ont été recouvrées à hauteur de **337,43 milliards de FCFA** pour des prévisions de **1 511,00 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **22,33%** ;
- ✓ **Recettes non fiscales** : Elles affichent un montant recouvré de **32,50 milliards de FCFA** sur des prévisions de **186,00 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **17,47%** :

Par régie de recettes les recouvrements au 31 mars 2019 sont les suivants :

- ✓ **Direction Générale des Douanes (DGD)** : les recettes mobilisées à fin mars 2019 se chiffrent à **159,88 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **103,7%** par rapport à la prévision du 1^{er} trimestre 2019 et **24,23%** par rapport à l'objectif annuel de **659,95 milliards de FCFA** attendu de cette régie ;
- ✓ **Direction Générale des Impôts (DGI)** : les recettes ont été mobilisées à hauteur de **181,02 milliards de FCFA** sur une prévision trimestrielle de **185,58 milliards de FCFA** soit un taux de réalisation de **97,5%**. En référence à l'objectif annuel de **859,05 milliards de FCFA**, le taux de recouvrement ressort à **21,07%**.
- ✓ **Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)** : les recettes de services ont été mobilisées à fin mars 2019 à hauteur de **29,03 milliards de FCFA** pour un objectif trimestriel de **32,31 milliards de FCFA** soit un taux de réalisation de **89,9%**. Comparé à l'objectif annuel de **178 milliards de FCFA**, il ressort un taux de réalisation de **16,31%**.

En somme, les recettes ordinaires enregistrent un accroissement en volume de **9,16%** (**31,03 milliards de FCFA**) en 2019 par rapport à 2018 à la même période. La **DGD** et la **DGI**

ont vu leur réalisation s'améliorer respectivement de **10,63 milliards de FCFA** et de **27,21 milliards de FCFA** par rapport à la même période en 2018. Quant à la **DGTCP**, ses recouvrements se sont contractés de **6,84 milliards de FCFA** sur la période.

Par ailleurs, il convient de signaler qu'un encaissement à titre exceptionnel de **40 milliards de FCFA** correspondant au versement par la société Orange a été fait au cours du 1^{er} trimestre 2019 au titre des frais de la licence 4G. Dans la même dynamique, l'ONATEL a versé **80 milliards de FCFA** pour la licence 4G en début du mois d'avril 2019, ce qui porte ces recettes exceptionnelles à **120 milliards de FCFA**. Elles seront prises en compte dans les prévisions 2019 dans la prochaine Loi de finances rectificative.

III.1.2. Les recettes extraordinaires

Les recettes extraordinaires ont été mobilisées à hauteur de **21,13 milliards de FCFA** pour des prévisions de **257,56 milliards de FCFA**, soit un taux de mobilisation global de **8,20%**. De façon détaillée, les recouvrements de ces recettes se présentent comme suit :

- **Dons programmes** : la prévision de **93,28 milliards de FCFA** a été faite sur la base des conventions signées ainsi que des annonces de décaissement faites par la Banque mondiale et la France. Au 31 mars 2019, un montant de **3,94 milliards de FCFA** a été décaissé sur cette prévision, soit un taux de mobilisation de **4,22%**.

Ce décaissement représente la tranche 2018 du nouvel appui budgétaire sectoriel de l'Allemagne au profit du secteur de l'eau dont la convention a été signée en décembre 2018. A la même période en 2018, un montant de **13,73 milliards de FCFA** avait été décaissé sur une prévision initiale de **83,16 milliards de FCFA** (soit un taux de mobilisation de **16,50%**). Ainsi, comparativement à 2018, on note un recul de **12,28 points de pourcentage**.

Le faible taux de mobilisation au 31 mars 2019 s'explique par le fait que le décaissement des autres dons programmes est attendu courant second semestre 2019 après la revue du **programme de Facilités élargies de crédit avec le FMI** prévue en début mai 2019. En effet, les décaissements des tranches macroéconomiques sont habituellement faits à cette période, car ils sont toujours liés aux résultats de l'évaluation du programme en général et du cadre macroéconomique en particulier.

- **Dons projets** : **17,19 milliards de FCFA** ont été mobilisés sur des prévisions de **164,29 milliards de FCFA**, soit un taux de décaissement de **10,46%**.

Les dons projets mobilisés à fin mars 2019 sont en contraction de **6,35 milliards de FCFA** par rapport à fin mars 2018 où ils se situaient à **23,24 milliards de FCFA**. Il faut noter que la mobilisation de ces ressources est liée au rythme d'exécution des projets et programmes qu'elles financent.

Les annexes 2 et 3 font ressortir le niveau de recouvrement par natures de recettes et par structures de recouvrement.

III.1.3. Les perspectives 2019

Des objectifs de recouvrement au titre de l'exercice 2019 ont été assignés à chaque régie. Pour relever les défis et atteindre lesdits objectifs, les régies entendent mettre en œuvre les actions suivantes :

➤ au niveau de la DGD :

- ✓ renforcer la vérification des marchandises dans les offices avec le contrôle de la valeur dans le SYDONIA des 50 produits les plus à risques qui alimentent la fraude dans notre pays ;
- ✓ poursuivre les réformes institutionnelles à travers la transformation de certains postes en brigades et la spécialisation des offices avec de nouveaux contrats de performances ;
- ✓ poursuivre les actions de modernisation à travers :
 - l'interfaçage entre SYLVIE et SYDONIA ;
 - l'ouverture de SYDONIA WORLD sur internet ;
 - Informatisation de la gestion des recettes des cinq (05) plus grandes brigades mobiles de douanes non connectés au SYDONIA ;
 - le paiement des droits et taxes de douane par un procédé électronique (télépaiement).
- ✓ et enfin le renforcement de la lutte contre la fraude douanière dans toutes ses formes.

➤ au niveau de la DGI

- ✓ poursuivre les actions spécifiques à l'endroit des grandes et moyennes entreprises ainsi que les possibilités de payer en ligne et via les banques.

➤ au niveau de la DGTCP

Elle poursuivra la mise en œuvre de certaines actions ou mesures identifiées en vue d'accroître la part contributive de la DGTCP au budget de l'Etat. Comme actions ou mesures, on peut noter entre autres :

- ✓ la relance des sociétés d'Etat et des sociétés minières en vue du recouvrement des dividendes dus à bonne date ;
- ✓ la mise en œuvre des actions de modernisation et de sécurisation des titres de transports à travers la poursuite de l'opération de ré immatriculation du parc automobile sur toute l'étendue du territoire national et la délivrance des nouvelles cartes grises ;

- ✓ la poursuite de la modernisation du mode de gestion des grosses natures de recettes ;
- ✓ le suivi rapproché des acteurs du recouvrement par le contrôle et le reversement régulier des ressources collectées ;
- ✓ la poursuite des activités de prospection de nouvelles recettes en vue de l'élargissement de l'assiette des recettes de service ;
- ✓ le contrôle des sociétés minières en termes de rapprochement des données sur les royalties déclarées et les quantités réelles d'or vendu.

III.2 Situation d'exécution des dépenses au 31 mars 2019

Au 31 mars 2019, l'exécution des dépenses, toutes natures confondues, s'élevait à **386,09 milliards de F CFA** pour des crédits de paiement de **2 213,29 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution, base engagé visé de **17,44%** pour un taux linéaire de **25%** soit un écart de **-7,56** points.

A la même période en 2018, l'exécution des dépenses s'élevait à **470,09 milliards de F CFA** pour des crédits de paiement de **2 441,32 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution, base engagés visés de crédits de paiement (CP), de **19,26%**.

Toutefois, en tenant compte de la régulation à titre conservatoire qui avait été opérée à l'époque, les prévisions ajustées des dépenses s'étaient établies à **2182,39 milliards de FCFA** induisant ainsi un taux d'exécution base engagés visés de crédits de paiement de **21,54%** pour la même période.

III.2.1. Situation d'exécution des dépenses courantes

Au titre des dépenses courantes, il a été exécuté **293,34 milliards de FCFA** pour une dotation Loi de Finances Initiales (LFI) en crédits de paiement de **1 579,54 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **18,57 %**.

A la même période en 2018, au titre des dépenses courantes, il a été exécuté **340,31 milliards de FCFA** pour une dotation Loi de Finances Initiale (LFI) en crédits de paiement de **1 342,38 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **25,35 %**.

Tenant compte de la régulation, le taux d'exécution était ressorti à **25,75%** pour des prévisions ajustées en crédits de paiement de **1321,41 milliards de FCFA**.

Le détail par grande nature des dépenses courantes se présente comme suit :

- **La charge financière de la dette**: En terme d'engagement sur le CID, il ne ressort aucune exécution. Cette situation s'explique par le fait que les remboursements se font par voie de trésorerie avant leur régularisation sur le CID. Il faut noter que nous n'accusons pas de retard en terme de règlement de la charge financière. Au 31 mars 2019 les paiements effectués à ce titre s'élèvent à **12,04 milliards de FCFA** sur des prévisions de **100 milliards F CFA**.

En 2018 à la même période on notait un niveau d'exécution de **31,10 milliards F CFA** sur des prévisions de **99,71 milliards F CFA**, soit un taux d'exécution de **31,19%** ;

▪ **Les dépenses de personnel** : Elles ont été exécutées à hauteur de **181,79 milliards de F CFA** sur des prévisions LFI de **835,90 milliards de F CFA**, soit un taux d'exécution de **21,75%** contre un taux repère de **25%**. L'écart par rapport au taux repère ne saurait être perçu comme une économie sur les prévisions de dépenses de personnel. Il s'explique par le retard dans la mise en œuvre de certains engagements dont la production des actes administratifs est en cours en vue de la constatation financière. La mise en œuvre des différents engagements au profit notamment des personnels de la Police nationale, de la Santé et dans une moindre mesure de l'Education nationale coûtera environ **84,48 milliards de FCFA**. Ce montant est déjà pris en compte dans les prévisions de la LFI 2019.

▪ **Les dépenses d'acquisition de biens et de services (ABS)** : Ces dépenses ont été engagées-visées à hauteur de **26,70 milliards de F CFA** sur une prévision de **154,16 milliards de F CFA**, soit un taux d'exécution de **17,32%**. Cette nature de dépenses devrait connaître une meilleure exécution à partir du second semestre avec la conclusion des différentes procédures de passation des marchés en cours.

A la même période en 2018, l'exécution des ABS se situait à **29,72 milliards de F CFA** sur une prévision de **151,49 milliards de F CFA**, soit un taux d'exécution de **19,62%**. Tenant compte des prévisions ajustées de **144,92 milliards de F CFA**, le taux d'exécution était ressorti à **20,51%**.

▪ **Les dépenses de transferts courants** : Au titre de cette rubrique, il a été engagé et visé **84,54 milliards de F CFA** sur une prévision LFI de **488,98 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **17,29%**.

A la même période en 2018, le niveau d'exécution était de **137,26 milliards de F CFA** sur une prévision LFI de **459,95 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **29,84%**. Tenant compte des prévisions ajustées de **445,56 milliards de FCFA**, le taux d'exécution était ressorti à **30,81%**.

Le faible niveau d'exécution de ces dépenses s'expliquerait en partie par les difficultés de justification des dernières tranches de déblocage de 2018 en vue de l'obtention des rapports de vérification qui conditionnent les déblocages de la première tranche de 2019.

Par ailleurs, certaines structures utiliseraient toujours les reliquats des déblocages de 2018 malgré la circulaire n°2019-040/MINEFID/SG/DGB/DEB/SAEB du 10 janvier 2019 invitant les différentes structures à procéder au reversement de ces reliquats au trésor public conformément au principe de l'annualité budgétaire.

▪ **Les dépenses en atténuation des recettes des gestions antérieures** : sur une prévision de **0,50 milliard de FCFA**, il a été engagé et visé **0,31 milliard de FCFA**, soit un taux d'exécution de **61,32%**.

A la même période en 2018, le niveau d'exécution était de **0,27 milliard de FCFA**, sur une prévision de **0,50 milliard de FCFA** soit un taux d'exécution de **54,85%**.

Cette rubrique est destinée au remboursement des recettes perçues à tort au cours des exercices antérieurs au titre des pénalités de retard dans le cadre de l'exécution des marchés publics ou d'erreurs sur les contribuables ou tout autre débiteur de l'Etat. Les paiements effectués au cours des trois dernières années sont constitués de remises de pénalités. Pour 2019, il existe un important stock de dossiers de remise de pénalités de près de **1 milliard de FCFA** largement au-dessus des prévisions budgétaires. Le niveau de plus en plus important de ces dépenses mérite que l'on interpelle les différents acteurs pour plus de responsabilité dans les processus d'exécution des marchés publics.

III.2.2. Situation d'exécution des dépenses en capital

Les autorisations d'engagement inscrites dans le budget de l'Etat, exercice 2019 se chiffrent à **725,50 milliards de FCFA** et il a été ouvert au titre des crédits de paiement initiaux **633,75 milliards de FCFA** qui ont été exécutés à hauteur de **92,75 milliards de F CFA** soit un taux d'exécution de **14,63%**.

A la même période en 2018, le niveau d'exécution était de **129,78 milliards de F CFA** sur des crédits de paiement initiaux **1 098,94 milliards de FCFA** soit un taux d'exécution de **11,81%**. Tenant compte du montant régulé à titre conservatoire de **237,96 milliards de FCFA** en 2018, les prévisions corrigées se chiffrent à **860,98 milliards de FCFA** et le taux d'exécution était ressorti à **15,07%**.

▪ Les dépenses d'investissements exécutées par l'Etat

Principale rubrique de mise en œuvre de l'axe 3 "Investissements structurants du PNDES", elles se composent des dépenses exécutées sur les ressources propres de l'Etat et celles sur les financements extérieurs.

Le niveau d'exécution des dépenses d'investissement engagé-visées, base CP, est de **92,75 milliards de F CFA** sur une prévision LFI de **628,70 milliards de F CFA**, soit un taux d'exécution de **14,75%**.

De façon détaillée, il ressort par source de financement ce qui suit :

✚ **Les investissements sur ressources propres de l'Etat** connaissent un niveau d'exécution, base engagés-visés des crédits de paiement de **39,04 milliards de FCFA** sur des prévisions LFI de **333,71 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **11,70%**.

Par rapport à 2018 à la même période, le niveau d'exécution, base engagés-visés des crédits de paiement était de **74,62 milliards de FCFA** sur des prévisions LFI de **777,78 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **9,59%**. Tenant compte des prévisions ajustées, le taux d'exécution était ressorti à **13,82%**.

✚ **Les investissements exécutés sur financements extérieurs** affichent un niveau d'exécution de **53,71 milliards de FCFA** sur des prévisions de CP de **295,16 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **18,20%**. Les subventions (**10,45%**) et les prêts (**27,94%**) enregistrent de faibles niveaux de décaissement au 31 mars 2019.

En effet, à la même période en 2018, ces dépenses étaient engagées-visées à hauteur de **54,25 milliards de FCFA** sur des prévisions de CP de **308,66 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **17,58%**.

▪ **Les dépenses de transferts en capital**

Au 31 mars 2019, cette rubrique n'avait pas encore connu un niveau d'exécution contrairement à la même période en 2018 où le niveau d'exécution était ressorti à **0,91 milliard de FCFA** sur des prévisions de **12,5 milliard de FCFA**, soit un taux d'exécution de **7,30%**.

L'annexe 4 fournit la situation d'exécution des dépenses par grandes natures au 31 mars 2019.

III.2.3. Situation de mise en œuvre du plan de passation des marchés

Au 31 mars 2019, il est très difficile d'établir une situation globale fiable et exhaustive de mise en œuvre des plans de passation des marchés dans les ministères et institutions, et par conséquent les indicateurs de suivi y relatifs et liés aux engagements du gouvernement avec les partenaires techniques et financiers ne peuvent être renseignés.

La principale difficulté à noter au titre du suivi de l'exécution des plans de passation des marchés (PPM) est liée à la non transmission par les directeurs des marchés publics des situations mensuelles d'exécution des PPM de leurs ministères ou de leurs institutions. En effet, seuls 18 sur les quarante (40) ministères et institutions ont transmis leur situation.

De ce qui précède, les ministères et institutions sont invités à transmettre dans les délais la situation mensuelle de mise en œuvre de leurs plans de passation des marchés établis par les directeurs des marchés publics à l'attention de leurs ordonnateurs principaux.

III.2.4. Au titre de la mise en œuvre du plan de déblocage des fonds

Les prévisions de déblocage de fonds sur le budget de l'Etat, exercice 2019 s'élèvent à **693,09 milliards de FCFA** dont **247,99 milliards de FCFA** pour les besoins du 1^{er} trimestre, soit **49,20%** des prévisions totales.

Au 31 mars 2019, le niveau global des déblocages effectués est de **122,005 milliards de FCFA** correspondant à un taux d'exécution global de **17,60%** pour une cible de **35,78%**.

Le taux d'exécution est à la baisse de 3,67 points par rapport à 2018 à la même période où il était de **21,27 %** correspondant à **161,65 milliards de FCFA** débloqués sur des prévisions

annuelles de **760,03 milliards de FCFA**. Hors dépenses de personnel, le taux d'exécution global est de 20,69% correspondant à 54,48% de l'objectif trimestriel.

Par nature de dépense, il ressort qu'en dehors des dépenses de personnel, les plus faibles taux d'exécution globaux s'enregistrent au niveau des investissements exécutés par l'Etat (11,42%) et des dépenses d'acquisition de biens et services (22,93%) qui représentent 43,81% des prévisions de débloques de l'année .

Les annexes 5 et 6 donnent respectivement la synthèse par nature de dépenses et par ministère ou institution la situation d'exécution du plan de débloques de fonds au 31 mars 2019.

Par programme, l'analyse de ladite situation indique que sur un total de 121 programmes et par rapport aux prévisions trimestrielles :

- 59 programmes soit 48,76% des programmes enregistrent moins de 25% de taux de débloques trimestriel ;
- 27 programmes soit 22,32% des programmes enregistrent entre 25% et 75% de taux de débloques trimestriel ;
- 28 programmes soit 23,14% des programmes enregistrent entre 75% et 100% de taux de débloques trimestriel ;
- 7 programmes soit 5,79% des programmes enregistrent plus de 100% de taux de débloques trimestriel.

Les annexes 7 et 8 donnent la synthèse de la situation d'exécution du plan de débloques de fonds au 31 mars 2019 par programme budgétaire.

Il ressort une contreperformance dans la mise en œuvre du plan de débloques de fonds dans les ministères et institutions. Elle s'explique essentiellement par le retard lié aux difficultés rencontrées par les ministères à pouvoir justifier les débloques précédents ainsi que la qualité des pièces justificatives.

A l'effet de permettre une meilleure exécution du budget 2019 dans les délais prescrits, les ministères et institutions sont invités à transmettre dans les délais les pièces justificatives des décisions de débloques de l'année 2018 afin d'obtenir les rapports de vérification nécessaires au débloques des tranches de 2019.

IV. SOLDES CARACTERISTIQUES BUDGETAIRES

L'analyse des principaux soldes budgétaires au 31 mars 2019 fait ressortir un solde budgétaire excédentaire de **76,59 milliards de FCFA**. Le solde global en ressort excédentaire de **4,97 milliards de FCFA** (annexe 9).

De façon générale, on note une évolution plus que proportionnelle de la mobilisation des recettes par rapport à l'exécution des dépenses.

En définitive, l'exécution du budget 2019 au 31 mars affiche par rapport à 2018 à la même période un accroissement aussi bien en volume (3,96%) qu'en valeur relative (1,69 point soit 9,22%) du niveau global de mobilisation des recettes et on contraste une chute aussi bien en volume (-17,87%) qu'en valeur relative (-4,10 points soit -19,03%) du niveau d'exécution global des dépenses.

Cette situation, marquée par le ralentissement voire le retard enregistré dans l'exécution des dépenses dans les ministères et institutions, nécessite que les dispositions idoines évoquées plus haut soient prises pour une mise en œuvre efficace des priorités du budget 2019. A ce titre on rappellera notamment :

✓ **en matière de mobilisation des recettes :**

- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de sortie du PVI par le renforcement des vérifications et le contrôle valeur systématique appliqué à une liste de 30 produits ciblés (la liste au départ début septembre 2018 comportait de 8 produits est passée à 11 en fin novembre 2018 ; la cible visée à fin décembre 2019 est de 50 produits) ; la poursuite des réformes institutionnelles et des actions de modernisation avec le développement des moyens de paiement modernes (e. Paiement , mobile Paiement, virements bancaires, TPE pour cartes bancaires) et la mise sur internet de SYDONIA WOLRD (au niveau des douanes) ;
- la poursuite des actions spécifiques ciblées sur les grandes et moyennes entreprises par la vérification des entreprises des secteurs identifiés à risque ,la relance systématique des défaillants déclaratifs et de paiement, la mise en œuvre des actions en recouvrement forcé des RAR et des redressements, la répression de la fraude par les poursuites pénales(plaintes à la justice) ainsi que les possibilités de paiement en ligne et via les banques (au niveau des impôts) ;
- la poursuite des activités de prospection de nouvelles recettes en vue de l'élargissement de l'assiette des recettes de service , le contrôle des sociétés minières en termes de rapprochement des données sur les royalties déclarées et les quantités réelles d'or vendu ; la mise en œuvre des actions de modernisation et de sécurisation des titres de transports à travers la poursuite de l'opération de ré immatriculation du parc

automobile sur toute l'étendue du territoire national et la délivrance des nouvelles cartes grises (au niveau du Trésor public).

✓ **en matière d'exécution des dépenses :**

– la justification diligente des dernières tranches de déblocage de 2018 et le respect des termes de la circulaire n°2019-040/MINEFID/SG/DGB/DEB/SAEB du 10 janvier 2019 invitant les différentes structures à procéder au reversement au trésor public des reliquats de ressources débloquées en 2018 pour permettre les déblocages des première tranches de 2019 ;

– l'élaboration et la transmission dans les délais des rapports mensuels d'exécution du budget et de mise en œuvre des plans de passation des marchés établis respectivement par les directeurs de l'administration et des finances et les directeurs des marchés publics à l'attention de leurs ordonnateurs principaux ;

l'interpellation des différents acteurs pour plus de responsabilité dans les processus d'exécution des marchés publics en vue de réduire le niveau des remises de pénalités de plus en plus importantes.

Telle est, **Excellence Monsieur le Président**, la substance du présent rapport que j'ai l'honneur de soumettre à votre très haute appréciation ainsi qu'à celle du Conseil des ministres.

Je vous prie d'agréer, **Excellence Monsieur le Président**, l'assurance de ma très haute considération.

**Le Ministre de l'Economie, des Finances
et du Développement**

Lassané KABORE

Chevalier de l'Ordre National

Annexe 1 : Configuration du budget de l'Etat, exercice 2019 au 31 mars en milliards de FCFA

CATEGORIE	PREVISIONS LFI		PRVISIONS AJUSTEES		EngV CP Ajust LQ	Tx EngV	MT_LIQ	Tx Liq	MT_ORD	Tx Ord
	AE	CP	AE	CP						
DEPENSES COURANTES	0,00	1580,18	0,00	1579,54	293,34	18,57%	277,76	17,58%	232,59	14,73%
Charges financières de la Dette		100,00		100,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Dépenses de personnel		835,90		835,90	181,79	21,75%	181,79	21,75%	153,21	18,33%
Dépenses d'Acquisition de Biens et Services		154,21		154,16	26,70	17,32%	21,89	14,20%	16,33	10,59%
Dépenses de Transferts Courants		489,57		488,98	84,54	17,29%	73,77	15,09%	62,97	12,88%
Dépenses en Atténuation des Recettes		0,50		0,50	0,31	61,32%	0,31	61,32%	0,08	15,80%
DEPENSES EN CAPITAL	725,50	633,11	725,50	633,75	92,75	14,63%	34,93	5,51%	67,43	10,64%
<i>I – Investissements exécutés par l'Etat (A)+ (B)</i>	<i>720,44</i>	<i>628,06</i>	<i>720,44</i>	<i>628,70</i>	<i>92,75</i>	<i>14,75%</i>	<i>34,93</i>	<i>5,56%</i>	<i>67,43</i>	<i>10,72%</i>
Financement Etat (A)	356,81	333,07	356,81	333,71	39,04	11,70%	34,93	10,47%	13,72	4,11%
Etat Seul	319,11	299,08	319,11	299,72	37,31	12,45%	33,29	11,11%	12,55	4,19%
Contrepartie Etat	37,70	33,99	37,70	33,99	1,73	5,10%	1,64	4,83%	1,17	3,43%
Financement Extérieur (B)	363,63	294,99	363,63	294,99	53,71	18,21%	0,00		0,00	
Subvention	89,73	164,29	89,73	164,29	17,19	10,46%	0,00		0,00	
Prêts	273,90	130,70	273,90	130,70	36,51	27,94%	0,00		0,00	
II- Transferts en Capital	5,06	5,06	5,06	5,06	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
TOTAL GÉNÉRAL	725,50	2213,29	725,50	2213,29	386,09	17,44%	312,69	14,13%	300,02	13,56%

Annexe 2 : Situation de mobilisation des recettes budgétaires au 31 mars 2019 (en milliards FCFA)

Nature de recettes	2018			2019			Variations 2018-2019	
	Prévisions (LFI)	Recouvrements au 31		Prévisions (LFI)	Recouvrements au 31		Absolue	Relative
		Montant	Taux (%)		Montant	Taux (%)	Montant	Taux (%)
RECETTES ORDINAIRES	1 760,77	338,89	19,25	1 697,00	369,93	21,80	31,04	9,16
Recettes fiscales	1600,97	301,16	18,81	1511,00	337,43	22,33	36,27	12,04
Recettes non fiscales	155,87	32,80	21,04	186,00	32,50	17,47	-0,30	-0,91
Recettes en capital	3,93	4,93	125,45	0,00	0,00			
RECETTES EXTRAORDINAIRES	292,27	37,27	12,75	257,56	21,13	8,20	-16,14	-43,30
Dons programmes	118,05	13,73		93,27	3,94	4,22	-9,79	
Dons projets	174,22	23,54	13,51	164,29	17,19	10,46	-6,35	-26,98
TOTAL	2 053,04	376,16	18,32	1 954,56	391,06	20,01	14,90	3,96

Source : DGTCP-DGI-DGD-DDP

**Annexe 3 Situation de recouvrement des recettes ordinaires par régies de recettes, au 31 mars 2019
(en milliards de FCFA)**

Nature de recettes	2018			2019			Variations 2017-2018	
	Prévisions (LFI)	Recouvrements au 31 Mars		Prévisions (LFI)	Recouvrements au 31 Mars		Absolue	Relative
		Montant	Taux (%)		Montant	Taux (%)	Montant	Taux(%)
DGTC	146,93	35,87	24,41	178,00	29,03	16,31	-6,84	-19,07
Recettes Fiscales	4,39	1,29	29,38	0,00	0,00	0,00	-1,29	
Recettes non Fiscales	138,61	29,65	21,39	178,00	29,03	16,31	-0,62	-2,09
Recettes en capital	3,93	4,93	125,45	0,00	0,00	0,00	-4,93	-100,00
DGD	694,93	149,21	21,47	659,95	159,88	24,23	10,67	7,15
Recettes Fiscales	677,67	146,06	21,55	643,55	156,41	24,30	10,35	
Recettes non Fiscales	17,26	3,15	18,25	16,40	3,47	21,16	0,32	10,16
Recettes en capital								
DGI	918,91	153,82	16,74	859,05	181,02	21,07	27,20	17,68
Recettes Fiscales	918,91	153,82	16,74	859,05	181,02	21,07	27,20	
Recettes non Fiscales	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes en capital	0,00	0,00		0,00	0,00			
TOTAL	1760,77	338,90	19,25	1697,00	369,93	21,80	31,03	9,16

Source : DGTC-DGI-DGD

Annexe 4: Situation d'exécution des dépenses budgétaires entre 2018 et 2019, au 31 mars (en milliards de FCFA)

TITRE	2 018							Variation Eng visé_CP 2019/2018		2 019				
	AE	CP_INITIAL	Régulé	CP_AJUSTE	Eng_visé_CF	Eng_visé_CP	Taux CP (%)	en montant	en %	AE	CP	Eng_visé_CF	Eng_visé_CP	Taux CP (%)
DÉPENSES COURANTES	0	1 342,38	20,97	1 321,41	340,31	340,31	25,75	-46,97	-13,80	0	1 579,54	293,34	293,34	18,57
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	0	99,71	0	99,71	31,1	31,1	31,19	-31,1	-100	0	100	0	0	0
DÉPENSES DE PERSONNEL	0	630,73	0	630,73	141,95	141,95	22,51	39,84	28,07	0	835,9	181,79	181,79	21,75
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	0	151,49	6,57	144,92	29,72	29,72	20,51	-3,02	-10,16	0	154,16	26,7	26,7	17,32
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	0	459,95	14,39	445,56	137,26	137,26	30,81	-52,72	-38,41	0	488,98	84,54	84,54	17,29
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	0	0,5	0	0,5	0,27	0,27	54,85	0,04	13,66	0	0,50	0,31	0,31	61,32
DEPENSES EN CAPITAL (I)+(II)	1 195,63	1 098,94	237,96	860,97	142,2	129,78	15,07	-37,03	-28,54	725,50	633,75	92,75	92,75	14,63
I. INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS ETAT (A)+ (B)	1 183,13	1 086,44	237,96	848,47	141,28	128,87	15,19	-36,12	-28,03	720,44	628,69	92,75	92,75	14,75
FINANCEMENT ETAT (A)	842,18	777,78	237,96	539,81	87,04	74,62	13,82	-35,58	-47,68	356,81	333,71	39,04	39,04	11,70
0- ETAT SEUL	773,97	707,14	237,96	469,17	83,82	71,4	15,22	-34,09	-47,75	319,11	299,72	37,31	37,31	12,45
1- CONTRE PARTIE	68,21	70,64	0	70,64	3,22	3,22	4,55	-1,49	-46,21	37,7	33,99	1,73	1,73	5,10
FINANCEMENT EXTERIEUR (B)	340,95	308,66	0	308,66	54,25	54,25	17,58	-0,54	-1,00	363,63	294,99	53,71	53,71	18,21
1- SUBVENTION	100,41	174,22	0	174,22	23,54	23,54	13,51	-6,35	-26,97	89,73	164,29	17,19	17,19	10,46
2- PRÊT	240,54	134,44	0	134,44	30,7	30,7	22,84	5,81	18,94	273,90	130,70	36,51	36,51	27,94
II. TRANSFERTS EN CAPITAL	12,5	12,5	0	12,5	0,91	0,91	7,3	-0,91	-100	5,057461	5,056961	0	0	0
TOTAL	1 195,63	2 441,32	258,93	2 182,39	482,51	470,09	21,54	-84,01	-17,87	725,50	2 213,29	386,08	386,08	17,44

Source : DGB-DDP

Annexe 5 : Récapitulatif général par nature de dépenses la situation d'exécution du plan de déblocage de fonds au 31 mars 2019

NATURES DE DEPENSE	TOTAL DEBLOCAGE PREVU {1}	PREVISION DEBLOCAGE FIN MARS {2}	PREVISION DEBLOCAGE DU MOIS DE MARS {3}	MONTANT ANTERIEUR DEBLOQUE {4}	MONTANT DEBLOQUE DE MARS {5}	TAUX D'EXECUTION DE MARS {6=5/3}	MONTANT TOTAL DEBLOQUE {7= 4+5}	Tx de référence	TX D'EXECUT. GLOBAL {8=7/1}	TX D'EXECUT. Trimestriel {9=7/2}
Dépenses de personnel	117,972	29,615	0,058	3,040	0,000	0,00	3,040	25,10	2,58	10,26
Dépenses d'acquisition de biens et services	48,495	18,313	4,194	10,865	0,253	6,03	11,118	37,76	22,93	60,71
Dépenses de transferts courants	271,454	121,859	29,112	70,020	8,696	29,87	78,716	44,89	29,00	64,60
Investissements exécutés par l'Etat	255,166	78,203	32,030	24,662	4,469	13,95	29,131	30,65	11,42	37,25
Total général	693,088	247,989	65,394	108,587	13,418	20,52	122,005	35,78	17,60	49,20
Hors dépense de personnel	575,116	218,374	65,336	105,547	13,418	20,518	118,965	37,97	20,69	54,48

Annexe 6 : Etat récapitulatif par ministère/institution de la mise en œuvre du plan de déblocage à fin mars 2019.

SECTIONS	TOTAL DEBLOCAGE PREVU {1}	PREVISION DEBLOCAGE FIN MARS {2}	PREVISION DEBLOCAGE DU MOIS DE MARS {3}	MONTANT ANTERIEUR DEBLOQUE {4}	MONTANT DEBLOQUE DE MARS {5}	TX D'EXECUT. DE MARS {6=5/3}	MONTANT TOTAL DEBLOQUE {7=4+5}	TX D'EXECUT. GLOBAL{8=7/1}	TX D'EXECUT. TRIMESTRIEL{9=7/2}
Transf. Res. CT	38 592 837 025	0	0	0	0		0	0,00	
Media FA	582 796 000	316 923 000	0	532 312 500	0		532 312 500	91,34	167,96
Cons. Etat	222 470 000	189 650 000	114 298 000	75 352 000	114 298 000	100,00	189 650 000	85,25	100,00
CENI	378 322 000	192 661 000	0	192 661 000	0		192 661 000	50,93	100,00
ME	3 010 448 000	50 000 000	0	50 000 000	0		50 000 000	1,66	100,00
SGG-CM	114 180 000	1 540 000	0	1 540 000	0		1 540 000	1,35	100,00
Cour Comptes	361 133 000	170 066 500	0	161 066 500	0		161 066 500	44,60	94,71
MIn.Santé	74 596 698 666	32 205 273 000	3 096 731 000	28 599 916 000	1 587 281 000	51,26	30 187 197 000	40,47	93,73
MESRSI	72 056 965 400	33 431 297 500	259 341 000	29 946 171 000	113 351 000	43,71	30 059 522 000	41,72	89,91
MFSNF	3 574 481 836	1 887 524 080	408 515 080	1 476 324 000	100 000 000	24,48	1 576 324 000	44,10	83,51
MCIA	2 665 619 700	1 506 739 700	110 000 000	1 142 308 700	110 000 000	100,00	1 252 308 700	46,98	83,11
MIABE	1 736 820 000	1 714 982 500	0	1 408 369 444	0		1 408 369 444	81,09	82,12
MTMUSR	1 611 860 000	901 069 000	218 622 000	500 000 000	80 032 000	36,61	580 032 000	35,99	64,37
MINEFID	18 223 880 683	12 798 683 463	11 154 173 963	450 260 000	7 309 611 383	65,53	7 759 871 383	42,58	60,63
ASCE-LC	624 084 000	568 394 000	125 000 000	336 604 000	0	0,00	336 604 000	53,94	59,22
MJDHPC	1 650 012 000	498 943 000	177 443 000	286 500 000	0	0,00	286 500 000	17,36	57,42
MCAT	4 070 172 000	2 269 372 000	849 123 000	1 205 000 000	27 800 000	3,27	1 232 800 000	30,29	54,32
Gde Chancelleri	461 934 000	411 934 000	200 000 000	211 934 000	0	0,00	211 934 000	45,88	51,45
MFPTPS	5 259 414 000	1 078 125 000	293 000 000	526 125 000	0	0,00	526 125 000	10,00	48,80
Cons. Const.	76 824 000	33 667 000	0	16 167 000	0		16 167 000	21,04	48,02
Déf. N. et A.C.	203 575 499 000	50 893 874 750	0	24 402 567 750	0		24 402 567 750	11,99	47,95
Présidence	17 669 885 000	11 856 870 500	4 548 731 000	5 008 434 000	0	0,00	5 008 434 000	28,34	42,24
MENA	28 377 604 000	10 808 096 000	1 617 267 000	4 453 945 409	0	0,00	4 453 945 409	15,70	41,21
MCRP	7 656 065 000	3 591 900 000	683 314 000	1 391 786 500	0	0,00	1 391 786 500	18,18	38,75
MMC	4 628 765 000	3 453 765 000	2 021 500 000	1 175 000 000	0	0,00	1 175 000 000	25,38	34,02
MEEVCC	3 406 912 615	1 339 484 415	1 023 114 415	290 510 000	163 203 800	15,95	453 713 800	13,32	33,87
Mini. Sécurité	13 951 436 505	13 484 964 505	8 152 511 600	1 417 091 000	2 668 200 000	32,73	4 085 291 000	29,28	30,30
MSL	3 615 452 940	2 710 806 000	886 075 000	753 730 000	0	0,00	753 730 000	20,85	27,80
MEA	3 946 940 000	3 073 349 500	2 666 529 500	127 912 756	716 004 765	26,85	843 917 521	21,38	27,46
MAAH	14 117 444 333	2 055 903 000	2 055 903 000	0	410 369 976	19,96	410 369 976	2,91	19,96

SECTIONS	TOTAL DEBLOCAGE PREVU {1}	PREVISION DEBLOCAGE FIN MARS {2}	PREVISION DEBLOCAGE DU MOIS DE MARS {3}	MONTANT ANTERIEUR DEBLOQUE {4}	MONTANT DEBLOQUE DE MARS {5}	TX D'EXECUT. DE MARS {6=5/3}	MONTANT TOTAL DEBLOQUE {7=4+5}	TX D'EXECUT. GLOBAL{8=7/1}	TX D'EXECUT. TRIMESTRIEL{9=7/2}
Premier Min.	19 676 016 000	3 954 515 375	295 725 000	644 902 000	0	0,00	644 902 000	3,28	16,31
Cour Cassation	447 392 000	442 378 000	0	55 316 000	0		55 316 000	12,36	12,50
MJFIP	6 555 262 607	2 835 097 000	257 034 000	272 920 163	0	0,00	272 920 163	4,16	9,63
MDENP	4 266 945 000	1 843 399 500	330 587 000	153 881 000	17 587 000	5,32	171 468 000	4,02	9,30
MATD	17 536 619 000	14 352 337 500	7 147 499 500	1 264 750 000	0	0,00	1 264 750 000	7,21	8,81
MRAH	3 816 917 037	2 486 096 537	95 407 000	55 847 505	0	0,00	55 847 505	1,46	2,25
CES	573 215 000	424 803 000	286 680 000	0	0	0,00	0	0,00	0,00
Cons.Sup.Comm	1 021 083 000	610 541 500	0	0	0		0	0,00	0,00
MAEC	15 715 251 000	1 495 055 000	827 435 250	0	0	0,00	0	0,00	0,00
Min.Infrastructures	71 669 829 000	15 492 178 250	15 492 178 250	0	0	0,00	0	0,00	0,00
MUH	124 900 000	122 900 000	0	0	0		0	0,00	0,00
Parlement	20 867 384 000	10 433 692 000	0	0	0		0	0,00	0,00
Total général	693 087 770 347	247 988 852 075	65 393 738 558	108 587 205 227	13 417 738 924	21	122 004 944 151	17,60	49,20

Annexe 7: Synthèse de la mise en œuvre du plan de débloqué par programme budgétaire à fin mars 2019.

INTERVALLES DE TAUX D'EXECUTION	EFFECTIFS ABSOLUS	EFFECTIFS RELATIFS	EFFECTIFS ABSOLUS CROISSANTS	EFFECTIFS RELATIFS CROISSANTS	EFFECTIFS ABSOLUS DECROISSANTS	EFFECTIFS RELATIFS DECROISSANTS
PAS DE PROGRAMMATION	5	4,13%	5	4,13%	121	100,00%
[0; 5[	38	31,40%	43	35,54%	116	95,87%
[5; 25[	16	13,22%	59	48,76%	78	64,46%
[25; 50[	15	12,40%	74	61,16%	62	51,24%
[50; 75[	12	9,92%	86	71,07%	47	38,84%
[75; 100[	28	23,14%	114	94,21%	35	28,93%
[100; 167,96[	7	5,79%	121	100,00%	7	5,79%
TOTAL GENERAL	121					

Annexe 8 : Classement des programmes budgétaires suivant le taux d'exécution du plan de déblocage à fin mars 2019.

N°	PROGRAMMES	MINISTERE OU INSTITUTION	TOTAL DEBLOCAGEPREVU {1}	PREVISION DEBLOCAGE FINMARS {2}	PREVISIONDEBLOCAGE DUMOIS DE MARS {3}	MONTANT ANTERIEUR DEBLOQUE {4}	MONTANT DEBLOQUE DEMARS {5}	TXD'EXECUT. DEMARS {6=5/3}	MONTANT TOTAL DEBLOQUE {7= 4+5}	Tx de Réf.	TX D'EXECUT. GLOBAL {8=7/1}	Tx exéc trim 9=7/2}
1.	54 Loisirs	20 MSL	0,012	0,000	0,000	0,000	0,000		0,000	0,00	0,00	#DIV/o!
2.	61 Accès et qualité de	23 MENA	2,000	0,000	0,000	0,000	0,000		0,000	0,00	0,00	#DIV/o!
3.	78 Economie agricole	27 MAAH	2,048	0,000	0,000	0,000	0,000		0,000	0,00	0,00	#DIV/o!
4.	97 Postes	31 MDENP	0,220	0,000	0,000	0,000	0,000		0,000	0,00	0,00	#DIV/o!
5.	136 Transferts de ressources aux	98 Transf. Res. CT	38,593	0,000	0,000	0,000	0,000		0,000	0,00	0,00	#DIV/o!
6.	124 Médiateur du Faso	60 Media FA	0,583	0,317	0,000	0,532	0,000		0,532	54,38	91,34	167,96
7.	52 Pilotage et soutien des	22 MFSNF	0,613	0,400	0,000	0,400	0,000		0,400	65,24	65,24	100,00
8.	122 Elections	58 CENI	0,378	0,193	0,000	0,193	0,000		0,193	50,93	50,93	100,00
9.	119 Juridiction supérieure de	55 Cons. Etat	0,222	0,190	0,114	0,075	0,114	100,00	0,190	85,25	85,25	100,00
10.	74 Energie	43 ME	3,010	0,050	0,000	0,050	0,000		0,050	1,66	1,66	100,00
11.	72 Pilotage et soutien	25 MCIA	0,010	0,010	0,010	0,000	0,010	100,00	0,010	100,00	100,00	100,00
12.	4 Organisation du travail gouvernemental	02 SGG-CM	0,114	0,002	0,000	0,002	0,000		0,002	1,35	1,35	100,00
13.	57 Prestation des services de	21 MIn.Santé	31,812	12,791	0,512	12,274	0,512	100,00	12,786	40,21	40,19	99,96
14.	64 Fourniture de services	24 MESRSI	22,181	11,099	0,005	11,068	0,000	0,00	11,068	50,04	49,90	99,73
15.	38 Relations économiques et	14 MINEFID	6,925	6,502	6,408	0,000	6,408	100,00	6,408	93,90	92,54	98,56
16.	19 Administration pénitentiaire	10 MJDHPC	0,867	0,294	0,007	0,287	0,000	0,00	0,287	33,91	33,05	97,47
17.	25 Equipement des forces	11 Déf. N. et A C.	16,284	4,071	0,000	3,956	0,000		3,956	25,00	24,29	97,18
18.	23 Défense	11 Déf. N. et A C.	33,569	8,392	0,000	7,952	0,000		7,952	25,00	23,69	94,75
19.	120 Controle juridictionnel et	56 Cour Comptes	0,361	0,170	0,000	0,161	0,000		0,161	47,09	44,60	94,71
20.	71 Secteur privé	25 MCIA	0,771	0,458	0,100	0,327	0,100	100,00	0,427	59,45	55,40	93,19
21.	69 Commerce	25 MCIA	0,900	0,543	0,000	0,504	0,000		0,504	60,33	56,01	92,85
22.	11 Sureté de l'Etat	13 Mini. Sécurité	0,654	0,654	0,047	0,607	0,000	0,00	0,607	100,00	92,81	92,81
23.	125 Relations avec le Parlement	18 MCRP	0,041	0,041	0,000	0,038	0,000		0,038	100,00	92,68	92,68
24.	56 Accès aux sevices de santé	21 MIn.Santé	41,556	18,933	2,509	16,326	1,000	39,85	17,326	45,56	41,69	91,51
25.	49 Femme et du genre	22 MFSNF	0,779	0,688	0,062	0,626	0,000	0,00	0,626	88,32	80,36	90,98
26.	43 Recrutement, formation	17 MFPTPS	2,230	0,594	0,024	0,526	0,000	0,00	0,526	26,62	23,59	88,63
27.	65 Recherche scientifique et	24 MESRSI	7,345	3,650	0,012	3,147	0,012	100,00	3,159	49,69	43,01	86,55
28.	63 Enseignement supérieur	24 MESRSI	41,208	18,155	0,013	15,477	0,000	0,00	15,477	44,06	37,56	85,25
29.	40 Culture	15 MCAT	2,664	1,417	0,141	1,193	0,000	0,00	1,193	53,19	44,76	84,16
30.	30 Intégration africaine	08 MIABE	1,708	1,708	0,000	1,408	0,000		1,408	100,00	82,43	82,43
31.	85 Développement des	28 MRAH	0,045	0,035	0,000	0,029	0,000		0,029	77,81	63,59	81,72

N°	PROGRAMMES	MINISTERE OU INSTITUTION	TOTAL DEBLOQUEPREVU {1}	PREVISION DEBLOQUE FINMARS {2}	PREVISIONDEBLOQUE DUMOIS DE MARS {3}	MONTANT ANTERIEUR DEBLOQUE {4}	MONTANT DEBLOQUE DEMARS {5}	TXD'EXECUT. DEMARS {6=5/3}	MONTANT TOTAL DEBLOQUE {7= 4+5}	Tx de Réf.	TX D'EXECUT. GLOBAL {8=7/1}	Tx exéc trim 9=7/2}
32.	90 Economie verte et	29 MEEVCC	0,202	0,093	0,093	0,000	0,076	81,22	0,076	46,22	37,54	81,22
33.	6 Coordination de l'action	03 Premier Min.	0,271	0,148	0,003	0,120	0,000	0,00	0,120	54,57	44,32	81,22
34.	14 Protection civile	09 MATD	1,720	1,363	0,048	1,105	0,000	0,00	1,105	79,23	64,26	81,10
35.	70 Artisanat	25 MCIA	0,262	0,111	0,000	0,090	0,000		0,090	42,49	34,33	80,80
36.	91 Pilotage et soutien	29 MEEVCC	0,791	0,173	0,026	0,138	0,000	0,00	0,138	21,86	17,41	79,64
37.	60 Qualité de l'éducation	23 MENA	7,358	2,958	0,000	2,309	0,000		2,309	40,20	31,38	78,06
38.	51 Solidarité nationale et gestion	22 MFSNF	0,884	0,450	0,200	0,250	0,100	49,95	0,350	50,93	39,59	77,74
39.	88 Assainissement de	29 MEEVCC	0,163	0,123	0,083	0,040	0,055	65,98	0,095	75,45	58,04	76,93
40.	67 Valorisation des résultats de	24 MESRSI	0,381	0,242	0,013	0,184	0,000	0,00	0,184	63,53	48,29	76,02
41.	55 Pilotage et soutien des	20 MSL	0,616	0,195	0,035	0,144	0,000	0,00	0,144	31,75	23,39	73,68
42.	99 Transports et météorologie	32 MTMUSR	0,849	0,536	0,216	0,300	0,080	37,09	0,380	63,12	44,77	70,93
43.	2 Renforcement des capacités d'analyse et de transparence	01 Présidence	0,431	0,303	0,031	0,208	0,000	0,00	0,208	70,30	48,33	68,75
44.	28 Pilotage et soutien	11 Déf. N. et A C.	37,690	9,422	0,000	5,947	0,000		5,947	25,00	15,78	63,12
45.	66 Pilotage de l'enseignement	24 MESRSI	0,942	0,287	0,216	0,071	0,101	46,93	0,172	30,43	18,26	60,01
46.	117 Controle d'Etat	52 ASCE-LC	0,624	0,568	0,125	0,337	0,000	0,00	0,337	91,08	53,94	59,22
47.	68 Industrie	25 MCIA	0,723	0,384	0,000	0,221	0,000		0,221	53,15	30,60	57,57
48.	50 Enfance et famille	22 MFSNF	1,298	0,349	0,146	0,200	0,000	0,00	0,200	26,88	15,41	57,32
49.	100 Mobilité et sécurité routière	32 MTMUSR	0,727	0,352	0,002	0,200	0,000	0,00	0,200	48,39	27,50	56,82
50.	7 Appui à la gouvernance	03 Premier Min.	2,275	0,943	0,005	0,525	0,000	0,00	0,525	41,47	23,08	55,65
51.	1 Pilotage de l'action présidentielle	01 Présidence	14,339	8,654	1,618	4,800	0,000	0,00	4,800	60,35	33,48	55,47
52.	115 Ordres burkinabè	50 Gde Chancelleri	0,462	0,412	0,200	0,212	0,000	0,00	0,212	89,18	45,88	51,45
53.	118 Coordination des actions du	54 Cons. Const.	0,077	0,034	0,000	0,016	0,000		0,016	43,82	21,04	48,02
54.	140 Pilotage et soutien des	13 Mini. Sécurité	0,369	0,169	0,041	0,078	0,000	0,00	0,078	45,71	21,04	46,02
55.	39 Pilotage et soutien des	14 MINEFID	3,553	1,889	1,037	0,375	0,414	39,86	0,789	53,18	22,20	41,75
56.	48 Pilotage et soutien	18 MCRP	0,244	0,031	0,005	0,012	0,000	0,00	0,012	12,61	4,92	39,05
57.	47 Communication	18 MCRP	7,371	3,520	0,678	1,342	0,000	0,00	1,342	47,75	18,20	38,12
58.	114 Pilotage et soutien	42 MEA	0,504	0,410	0,403	0,006	0,148	36,68	0,154	81,25	30,56	37,61
59.	33 Gestion macroéconomique et	14 MINEFID	2,189	1,075	0,780	0,075	0,329	42,10	0,404	49,08	18,43	37,56
60.	73 Mines et carrières	26 MMC	4,626	3,451	2,020	1,175	0,000	0,00	1,175	74,60	25,40	34,04
61.	27 Renforcement du lien	11 Déf. N. et A C.	1,269	0,317	0,000	0,105	0,000		0,105	25,00	8,28	33,11
62.	111 Gerstion intégrée des	42 MEA	1,550	1,337	1,337	0,000	0,437	32,66	0,437	86,24	28,17	32,66
63.	79 Développement durable des	27 MAAH	2,549	0,409	0,409	0,000	0,125	30,50	0,125	16,04	4,89	30,50
64.	24 Préparation et emploi des	11 Déf. N. et A C.	80,205	20,051	0,000	5,998	0,000		5,998	25,00	7,48	29,91

N°	PROGRAMMES	MINISTERE OU INSTITUTION	TOTAL DEBLOQUEPREVU {1}	PREVISION DEBLOQUE FINMARS {2}	PREVISIONDEBLOQUE DUMOIS DE MARS {3}	MONTANT ANTERIEUR DEBLOQUE {4}	MONTANT DEBLOQUE DEMARS {5}	TXD'EXECUT. DEMARS {6=5/3}	MONTANT TOTAL DEBLOQUE {7= 4+5}	Tx de Réf.	TX D'EXECUT. GLOBAL {8=7/1}	Tx exéc trim 9=7/2}
65.	59 Accès à l'éducation formelle	23 MENA	18,411	7,632	1,399	2,145	0,000	0,00	2,145	41,45	11,65	28,11
66.	42 Pilotage et soutien aux	15 MCAT	0,127	0,124	0,111	0,007	0,028	24,94	0,034	98,03	27,02	27,56
67.	13 Sécurité intérieure	13 Mini. Sécurité	12,928	12,662	8,065	0,733	2,668	33,08	3,401	97,94	26,31	26,86
68.	53 Sport et activités physiques	20 MSL	2,988	2,515	0,851	0,610	0,000	0,00	0,610	84,18	20,40	24,24
69.	77 Prévention et gestion des	27 MAAH	1,512	0,265	0,265	0,000	0,063	23,77	0,063	17,53	4,17	23,77
70.	110 Mobilisation des ressources	42 MEA	1,442	1,067	0,690	0,106	0,118	17,14	0,224	74,00	15,54	21,00
71.	104 Insertion professionnelle	37 MJFIP	1,565	0,770	0,030	0,151	0,000	0,00	0,151	49,17	9,64	19,61
72.	17 Pilotage et soutien des	09 MATD	0,158	0,095	0,029	0,018	0,000	0,00	0,018	60,17	11,57	19,23
73.	81 Pilotage et soutien	27 MAAH	2,261	1,234	1,234	0,000	0,223	18,05	0,223	54,58	9,85	18,05
74.	87 Gestion durable des	29 MEEVCC	2,133	0,902	0,772	0,113	0,033	4,21	0,146	42,29	6,84	16,17
75.	58 Pilotage et soutien des	21 Min.Santé	1,228	0,481	0,075	0,000	0,075	100,00	0,075	39,19	6,11	15,58
76.	98 Pilotage et soutien aux	31 MDENP	0,265	0,220	0,016	0,026	0,008	48,39	0,034	83,01	12,74	15,35
77.	121 Juridiction supérieure de	57 Cour Cassation	0,447	0,442	0,000	0,055	0,000		0,055	98,88	12,36	12,50
78.	112 Eau potable	42 MEA	0,287	0,188	0,164	0,009	0,013	7,93	0,022	65,70	7,68	11,69
79.	36 Gestion des comptes publics	14 MINEFID	2,386	1,659	1,659	0,000	0,159	9,58	0,159	69,54	6,67	9,58
80.	103 Formation professionnelle	37 MJFIP	3,871	1,315	0,223	0,122	0,000	0,00	0,122	33,97	3,15	9,28
81.	96 Télécoms/TIC	31 MDENP	3,782	1,624	0,315	0,128	0,010	3,20	0,138	42,93	3,64	8,48
82.	12 Administration du territoire	09 MATD	3,923	2,296	0,064	0,142	0,000	0,00	0,142	58,51	3,61	6,16
83.	26 Appui à la sécurité publique	11 Déf. N. et A C.	34,559	8,640	0,000	0,444	0,000		0,444	25,00	1,29	5,14
84.	84 Santé animale et santé	28 MRAH	0,611	0,583	0,038	0,023	0,000	0,00	0,023	95,41	3,68	3,86
85.	41 Tourisme	15 MCAT	1,279	0,728	0,596	0,006	0,000	0,00	0,006	56,91	0,47	0,82
86.	86 Pilotage et soutien	28 MRAH	0,867	0,644	0,000	0,004	0,000		0,004	74,28	0,47	0,63
87.	83 Productivité et compétitivité	28 MRAH	1,761	0,957	0,035	0,001	0,000	0,00	0,001	54,32	0,03	0,06
88.	3 Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	01 Présidence	2,900	2,900	2,900	0,000	0,000	0,00	0,000	100,00	0,00	0,00
89.	9 Promotion du capital humain	03 Premier Min.	3,141	0,076	0,065	0,000	0,000	0,00	0,000	2,41	0,00	0,00
90.	8 Pilotage des projets	03 Premier Min.	13,990	2,788	0,223	0,000	0,000	0,00	0,000	19,93	0,00	0,00
91.	135 Fonction parlementaire	04 Parlement	20,867	10,434	0,000	0,000	0,000		0,000	50,00	0,00	0,00
92.	10 Conseil Economique et	05 CES	0,573	0,425	0,287	0,000	0,000	0,00	0,000	74,11	0,00	0,00
93.	142 Pilotage et soutien des	08 MIABE	0,028	0,007	0,000	0,000	0,000		0,000	22,94	0,00	0,00
94.	16 Etat civil	09 MATD	0,102	0,074	0,074	0,000	0,000	0,00	0,000	72,76	0,00	0,00
95.	15 Décentralisation	09 MATD	11,634	10,525	6,931	0,000	0,000	0,00	0,000	90,47	0,00	0,00
96.	18 Administration judiciaire	10 MJDHPC	0,301	0,025	0,000	0,000	0,000		0,000	8,30	0,00	0,00
97.	22 Pilotage et soutien	10 MJDHPC	0,482	0,180	0,170	0,000	0,000	0,00	0,000	37,37	0,00	0,00

N°	PROGRAMMES	MINISTERE OU INSTITUTION	TOTAL DEBLOCAGEPREVU {1}	PREVISION DEBLOCAGE FINMARS {2}	PREVISIONDEBLOCAGE DUMOIS DE MARS {3}	MONTANT ANTERIEUR DEBLOQUE {4}	MONTANT DEBLOQUE DEMARS {5}	TXD'EXECUT. DEMARS {6=5/3}	MONTANT TOTAL DEBLOQUE {7= 4+5}	Tx de Réf.	TX D'EXECUT. GLOBAL {8=7/1}	Tx exéc trim 9=7/2}
98	29 Défense des intérêts du	12 MAECBE	15,381	1,322	0,750	0,000	0,000	0,00	0,000	8,59	0,00	0,00
99	31 Pilotage et soutien aux	12 MAECBE	0,334	0,174	0,077	0,000	0,000	0,00	0,000	51,90	0,00	0,00
100	35 Programmation et gestion des	14 MINEFID	0,625	0,048	0,047	0,000	0,000	0,00	0,000	7,76	0,00	0,00
101	34 Mobilisation et gestion des	14 MINEFID	1,400	0,712	0,374	0,000	0,000	0,00	0,000	50,85	0,00	0,00
102	37 Controle, audit des finances	14 MINEFID	1,147	0,913	0,849	0,000	0,000	0,00	0,000	79,63	0,00	0,00
103	45 Travail décent	17 MFPTPS	2,376	0,308	0,108	0,000	0,000	0,00	0,000	12,94	0,00	0,00
104	46 Pilotage et soutien des	17 MFPTPS	0,626	0,150	0,150	0,000	0,000	0,00	0,000	23,95	0,00	0,00
105	44 Réforme de l'administration	17 MFPTPS	0,027	0,027	0,012	0,000	0,000	0,00	0,000	100,00	0,00	0,00
106	62 Pilotage et soutien aux	23 MENA	0,608	0,218	0,218	0,000	0,000	0,00	0,000	35,86	0,00	0,00
107	75 Pilotage et soutien des	26 MMC	0,002	0,002	0,002	0,000	0,000	0,00	0,000	100,00	0,00	0,00
108	76 Aménagements hydro-	27 MAAH	3,269	0,022	0,022	0,000	0,000	0,00	0,000	0,66	0,00	0,00
109	80 Sécurisations foncière en	27 MAAH	2,479	0,127	0,127	0,000	0,000	0,00	0,000	5,11	0,00	0,00
110	82 Sécurisation et gestion	28 MRAH	0,532	0,267	0,022	0,000	0,000	0,00	0,000	50,19	0,00	0,00
111	89 Gouvernance	29 MEEVCC	0,119	0,049	0,049	0,000	0,000	0,00	0,000	40,94	0,00	0,00
112	95 Pilotage et soutien des	30 Min.Infrastructures	0,888	0,063	0,063	0,000	0,000	0,00	0,000	7,07	0,00	0,00
113	94 Information géographique	30 Min.Infrastructures	1,442	0,226	0,226	0,000	0,000	0,00	0,000	15,65	0,00	0,00
114	92 Infrastructures routières	30 Min.Infrastructures	69,340	15,204	15,204	0,000	0,000	0,00	0,000	21,93	0,00	0,00
115	101 Pilotage et soutien des	32 MTMUSR	0,036	0,013	0,001	0,000	0,000	0,00	0,000	37,25	0,00	0,00
116	105 Pilotage et soutien des	37 MJFIP	0,198	0,017	0,005	0,000	0,000	0,00	0,000	8,67	0,00	0,00
117	102 Jeunesse	37 MJFIP	0,921	0,733	0,000	0,000	0,000		0,000	79,61	0,00	0,00
118	109 Pilotage et soutien aux	38 MUH	0,017	0,015	0,000	0,000	0,000		0,000	88,24	0,00	0,00
119	107 Architecture et construction	38 MUH	0,108	0,108	0,000	0,000	0,000		0,000	100,00	0,00	0,00
120	113 Assainissement	42 MEA	0,165	0,072	0,072	0,000	0,000	0,00	0,000	43,62	0,00	0,00
121	116 Régulation du secteur de la	51 Cons.Sup.Comm	1,021	0,611	0,000	0,000	0,000		0,000	59,79	0,00	0,00
TOTAL GENERAL			693,088	247,989	65,394	108,580	13,418	20,52	121,998	35,78	17,60	49,19

Annexe 9 : Situation des soldes caractéristiques au 31 mars 2019 (en milliards de francs CFA)

NATURE	2019		
	Dotation	Exécution	Taux exécution
RESSOURCES TOTALES	1954,56	391,06	20,01%
RECETTES ORDINAIRES	1697,00	369,93	21,80%
RECETTE EXTRAORDINAIRE	257,56	21,13	8,20%
DEPENSES TOTALES	2213,46	386,09	17,44%
DEPENSES COURANTES	1579,54	293,34	18,57%
DEPENSES EN CAPITAL	633,92	92,75	14,63%
EPARGNE BUDGETAIRE	117,46	76,59	
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL	-258,90	4,97	